

---

## **Déclaration de la fédération SUD éducation et de l'Union syndicale Solidaires**

---

Cette séance du Conseil Supérieur de l'éducation est présentée par le ministère comme l'aboutissement du processus de la réforme du baccalauréat et du lycée général et technologique initié il y a un peu moins d'une année. Un peu moins d'une année pour une réforme d'ampleur qui aurait nécessité de véritables temps de réflexion, de concertation, et la recherche d'un consensus.

Mais le temps de ce gouvernement et de ce ministère n'est ni à la réflexion, ni à la concertation, pas plus qu'à l'écoute des revendications des lycéen-ne-s et des personnels, de leurs expériences de terrain.

Les réformes mises en œuvre le sont au pas de charge dans un simulacre de concertation alors qu'il n'est que l'expression du monologue dogmatique porté par le ministre.

SUD éducation avait boycotté la réunion de présentation des projets de programmes devant le mépris du ministère qui a envoyé ces nouveaux programmes à la dernière minute, empêchant par là-même toute analyse substantielle.

Une fois les programmes bouclés, il a été organisé une parodie de concertation à l'intention des personnels au

travers d'un questionnaire QCM infantilisant, dont les réponses proposées allaient de « tout à fait d'accord » à « pas du tout d'accord ».

Les questions posées ont été biaisées : elles sous-entendaient que les enseignant-e-s adoptaient cette réforme et les objectifs qui y sont liés.

Lors des commissions spécialisées de la semaine passée de nombreuses incohérences et problèmes concernant les programmes ont été soulevés sans que nous n'ayons eu de réponse. Et pour cause : ni les membres du CSP, ni l'inspection générale n'étaient présents pour a minima expliquer ce qui justifiait les orientations et les choix de contenus. Nul doute que les considérations pédagogiques, didactiques et disciplinaires ne font pas partie des priorités de ce ministère.

Nous le disons depuis plusieurs mois, cette réforme va renforcer les inégalités sociales et territoriales dans son déploiement.

Cette réforme va renforcer la ségrégation sociale et scolaire, en éclatant l'offre de formation :

- En effet, sur les 12 spécialités prévues, 5 ne font l'objet que d'une carte

académique ou nationale qui inclut les lycées privés : arts ; littérature ; langues et cultures de l'Antiquité ; numérique et sciences informatiques ; sciences de l'ingénieur ; biologie-écologie.

- Les 7 autres, au départ annoncées comme devant être présentes dans chaque lycée, devront en réalité être disponibles au sein d'un même bassin : histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques ; humanités, littérature et philosophie ; langues, littératures et cultures étrangères ; mathématiques ; physique-chimie ; SVT ; SES.

Il n'y a donc pas d'offre minimale de formation commune à chaque lycée !

Dans le contexte de la mise en œuvre de Parcoursup, le choix des spécialités deviendra déterminant dans l'orientation post-bac. Le choix entre tel et tel lycée en fonction des spécialités disponibles n'en sera que plus crucial. Cet effet concurrentiel va se combiner avec la mise en œuvre d'une évaluation des établissements annoncée au premier trimestre 2019, pour aboutir à l'émergence d'un véritable marché des lycées, renforçant les inégalités entre ceux-ci. Dans ce système, les élèves, promu-e-s "auto-entrepreneurs-euses de leur scolarité", devront jouer des coudes pour bénéficier des meilleures opportunités. C'est à l'opposé de l'école de l'égalité que défend SUD éducation.

Nous revendiquons au contraire :

- L'abrogation de la réforme du lycée et du bac ;

- Le maintien du cadre national du baccalauréat, qui doit rester le premier grade universitaire et maintien d'un véritable anonymat lors des épreuves ;

- Une réduction des effectifs par classe (maximum 25 élèves) et la mise en place d'un dédoublement systématique par un cadrage national ;

- Le changement des EPLE en établissements polytechniques avec un enseignement qui garantisse à toutes les élèves l'appropriation de tous les types de savoirs – qu'ils soient manuels, techniques, artistiques ou théoriques – reposant sur des pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices.

L'opposition aux projets du gouvernement et aux réformes conduites par le ministre de l'Éducation nationale ne désarme pas depuis trois semaines, les lycéen-ne-s de plus en plus conscient-e-s du sort qui les attend avec la mise en place de la réforme du lycée à la rentrée prochaine sont entré-e-s en lutte. Il est temps que le ministère entende leurs voix et cesse de leur répondre par la répression. Nous dénonçons les sanctions qui sont prises par les chef-fe-s d'établissement sans justification (éviction de la cantine scolaire, éviction de l'internat, convocation abusive du conseil de discipline...). La fédération SUD éducation et l'Union Syndicale Solidaires apporte tout son soutien au lycéen-ne-s mobilisé-e-s et sera à leur côté pour lutter contre la répression qu'ils et elles subissent. Une répression qui a déjà fait de nom-

breux-euses blessé-e-s chez les lycéen-ne-s : ne serait-ce pas plutôt de la violence d'État qu'il faudrait protéger les lycéen-ne-s ?

Nous tenons à dénoncer également les méthodes de certain.e.s DASEN dans les territoires qui ont édicté des consignes quant à la mise en œuvre de la réforme du lycée où ils ou elles demandent aux chefs d'établissement d'interdire les réunions entre parents d'élèves et enseignant-e-s sur le sujet de la réforme ; et demandent aux chef-fe-s d'établissement de signaler toute réunion de cette nature qui viendrait à se tenir. Le ministère a sans doute raison de redouter que les parents d'élèves s'informent : cela les

conduit inmanquablement à rejeter la réforme.

La fédération SUD éducation et l'Union Syndicale Solidaires appellent les personnels et les salarié-e-s à entrer dans la lutte par la grève et à participer à toutes les actions aux côtés de celles et ceux qui luttent, les personnels de l'éducation nationale doivent se mettre en grève et assurer la protection des lycéen-ne-s mobilisé-e-s. Les élections professionnelles sont passées, il est temps d'entrer dans la lutte pour arracher plus de justice sociale et de dignité dans nos conditions de travail et de vie, et conquérir de nouveaux droits.

éducation  
**SUD**

Union  
syndicale  
**Solidaires**